

# La Vie Internationale

## Le But et les Moyens

14 Décembre

Le conflit entre la Cour constitutionnelle de Karlsruhe et le chancelier Adenauer, le voyage d'Eisenhower en Corée, les débats de l'O.N.U. sur la question tunisienne, la clôture de la Conférence du Commonwealth à Londres, l'évolution de la dictature Néguib en Egypte, autant de chapitres d'inégale importance, marquant la transition entre l'année 1952 et 1953 qui semble devoir ouvrir l'ère des conclusions après la préparation plus ou moins heureuse de l'année qui finit.

### Le conflit constitutionnel en Allemagne.

Au moment où l'on pensait qu'un vote final allait intervenir à Bonn au sujet des traités contractuels et de défense européenne, Adenauer a été contraint de différer la solution. On a cru à une manœuvre politique. Il s'agissait en réalité d'un conflit d'autorité. La Cour de Karlsruhe avait à se prononcer sur la constitutionnalité des traités. Du point de vue juridique, il était difficile de soutenir qu'ils étaient valables. D'une façon ou d'une autre, soit par artifice de procédure, soit par pression directe le chancelier allemand a essayé de passer outre. La Cour de Karlsruhe a réagi pour sauvegarder son autorité. Finalement le chancelier a obtenu du président Heuss qu'il retire sa requête auprès de la Cour, ce qui permet de penser que celle-ci n'aura pas à se prononcer sur le fond. Entre temps le président Truman agissant sans nul doute en accord avec Eisenhower a pressé les Allemands de se décider en faveur des traités. Ceux-ci seront probablement votés en dernière lecture, au début de janvier.

La position d'Adenauer ne se trouvera pas renforcée par l'incident qui met à jour l'absence de traditions politiques de la nouvelle Allemagne où le fonctionnement de la démocratie ne semble pas très assuré. S'il ne s'agissait que d'un conflit d'autorité on pourrait admettre qu'en une matière aussi grave que les relations de l'Allemagne occidentale avec le monde atlantique des questions purement juridiques ne devraient pas entrer en ligne de compte et que le chancelier Adenauer à raison d'imposer sa volonté. Mais il y a derrière ces querelles tout autre chose.

Nous avons suivi à la radio les débats du Bundestag. On sentait fort bien que même les députés favorables aux traités, ne les voteraient pas d'enthousiasme. Les Allemands après leur échec en Sarre ne voudraient pas engager l'avenir et se lier les mains par des accords définitifs. Le redressement extraordinaire de l'économie allemande donne aux représentants de Bonn un sentiment de puissance recouvrée

dont les Allemands ont vite fait de nourrir leur rêve obstiné de grandeur nationale. Ils y ont par contre la France assaillie de difficultés en Indochine, menacée dans son empire colonial, avec un gouvernement instable, des finances précaires, une activité industrielle en maigre progrès. Ils pensent que le temps travaille pour eux et qu'il serait préférable de le laisser faire.

Les Anglo-Saxons parviendront-ils à imposer entre la France et l'Allemagne une entente dont on semble se détourner de part et d'autre du Rhin? Il y a quelques mois l'occasion était bonne de conclure. On l'a laissé passer. Nous avons dit combien à notre avis était néfaste l'opposition inconsidérée à la politique de M. Schuman. Beaucoup de ceux qui l'ont conduite, n'étaient pas poussés par des intérêts égoïstes; ils ont cru faire œuvre de patriotisme.

Souhaitons que le proche avenir ne leur montre pas que pour la troisième fois en quarante ans (1911-1922-1951) ils ont fait obstacle à la réalisation d'une paix qui repose sur un modus vivendi stable entre la France et l'Allemagne par delà les menaces passagères venues d'autres points du globe.

### Le problème coréen.

Le voyage d'Eisenhower en Corée n'a pas apporté de nouveauté sensationnelle. Il ne pouvait pas en être autrement. Par contre l'annonce d'une consultation prochaine entre le président élu et le général Mac Arthur a fait effet de coup de théâtre. Mac Arthur, comme nous le disions naguère avait-il raison? Son plan pour terminer le conflit coréen était-il vraiment réalisable?

En tout état de cause, on compte de plus en plus sur l'autorité d'Eisenhower pour débrouiller toutes les questions que la campagne électorale aux Etats-Unis a laissées en suspens qui ont trainé en 1952 et le plus souvent se sont embrouillées. Après une courte défaveur, le prestige du président élu paraît plus grand que jamais. Réussira-t-il à combler les espoirs qui reposent sur lui? Il se peut.

### La conférence du Commonwealth.

La conférence des ministres du Commonwealth britannique qui s'est tenue à Londres a été la plus importante depuis celle d'Ottawa en 1932 au plus fort de la grande crise économique qui a secoué le monde. L'état d'esprit des négociations d'aujourd'hui est fort différent. Alors, l'influence «Beaverbrook» dominait. L'empire britannique devait se replier sur lui-même pour échapper aux secousses et former un bloc homogène capable de se suffire.

Après la dernière guerre et jusqu'au retour de Churchill au pouvoir le Commonwealth a paru se désunir à cause de la faiblesse de la mère-patrie et du programme d'austérité et de dirigisme représenté par Stafford Cripps.

Tout au contraire, aujourd'hui, le Commonwealth sent qu'il ne doit plus ni s'isoler ni se protéger par des restrictions pour sauver son équilibre. Il croit que seul le progrès de la production, l'abaissement des tarifs douaniers, le libre échange des monnaies, une collaboration étroite avec les autres ensembles économiques peut assurer la prospérité de ce vaste groupe de nations qui contrôle un tiers du commerce mondial. Il va au devant des intentions américaines qui se font jour depuis quelques mois et qui ont pour objet de rompre le cercle de barrières douanières et monétaires qui cloisonne le monde libre et fait obstacle à son expansion. Il accepte le Plan Truman et voudrait aller au-delà et réaliser une véritable union économique interatlantique.

Le chemin sera long et les étapes difficiles, à commencer par la convertibilité de la livre qui n'est pas pour demain ni même pour après demain. Mais ce qui est important c'est que l'on voie le but et qu'on s'efforce de tous côtés d'y tendre. On ne comprendrait rien à l'évolution des esprits et à l'orientation de la politique du monde depuis l'été dernier, si l'on ne tenait pas présent à l'esprit qu'il existe présentement un plan d'ensemble pour résoudre les difficultés majeures qui font obstacle à la solidarité effective de la communauté internationale opposée au communisme.

A Paris, comme à Bonn, à Londres comme à Washington, à Bruxelles aussi bien qu'à Rome, il y a entre les responsables de la politique extérieure des idées et des objectifs communs. Sans doute, les moyens pour les mettre en œuvre ne sont-ils pas vus de même manière. Mais l'espoir repose sur l'accord général et sur quelques plans déjà précisés. Plus d'un prendra forme dans les mois qui viennent, si la politique intérieure ne brouille les cartes. Beaucoup d'hommes de bonne foi, font le jeu des ennemis de notre civilisation par ignorance des innombrables données de tant de problèmes liés ensemble et qui se commandent réciproquement. Pour être représentant du peuple il faudrait être instruit en tant de choses? CRITON.